

# La Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale : réflexion sur un régionalisme asiatique

**Franck Michelin**

DANS **RELATIONS INTERNATIONALES 2016/4 n° 168** , PAGES 9 À 28

ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISSN 0335-2013

ISBN 9782130734079

DOI 10.3917/ri.168.0009

Date de mise en ligne : 01/02/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-relations-internationales-2016-4-page-9?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# La Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale : réflexion sur un régionalisme asiatique<sup>1</sup>

La Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale (en japonais *Daitōa Kyōeiken*) constitue la première tentative d'intégration régionale de l'Asie orientale. Si celle-ci est accomplie par la conquête militaire et imposée par le seul État japonais pour se terminer de manière tragique au bout de cinq années seulement, son legs est important. Plus important encore, c'est le Japon qui initie le mouvement vers la première étape indispensable de l'intégration qui verra le jour dans les années 1960 sous la forme de l'ASEAN : la décolonisation.

Non seulement, de 1940 à 1941, le Japon détruit physiquement les appareils coloniaux occidentaux dans la région, mais il fait également la preuve qu'un « peuple de couleur » peut vaincre les « nations blanches ». Il apporte ainsi un espoir concret, non seulement aux élites autochtones – qui avaient commencé à en prendre conscience lors de la victoire japonaise sur la Russie en 1905 –, mais aussi et surtout à la masse de la population qui a pu voir de ses propres yeux l'armée nipponne humilier les forces occidentales. La construction éphémère de la Sphère de coprosperité a donc pour effet de changer de manière définitive le destin de la région Asie-Pacifique.

1. Dans cet article, les noms de personnes respecteront l'usage du pays. Pour les noms d'auteurs, nous respecterons l'ordre dans lequel ils figurent dans l'édition originale. Cela signifie que les noms japonais et chinois respecteront l'usage de ces deux pays, c'est à dire que le patronyme précédera le prénom, sauf dans le cas d'une édition en langue anglaise. Si nos recherches s'appuient avant tout sur des sources primaires et secondaires en langue japonaise, leur mention sera limitée dans cet article du fait que la plupart des lecteurs ne sont pas japonais. Les personnes qui voudraient trouver la totalité de ces références pourront se référer à notre thèse de doctorat : Franck Michelin, *L'Indochine française et l'expansion vers le sud du Japon à l'orée de la Guerre du Pacifique. Politique étrangère et processus de décision, 29 juin 1940-8 décembre 1941*, thèse de doctorat de l'université Paris-Sorbonne, 6 décembre 2014, à paraître chez CNRS-éditions. Cette thèse a été récompensée en 2015 par le Prix Shibusawa-Claudiel et par le Prix d'encouragement à la recherche de l'Académie des sciences d'Outre-Mer. Elle est téléchargeable sur le site <http://www.e-sorbonne.fr/theses/2014pa040160>.

## GÉNÉALOGIE DE LA « SPHÈRE DE COPROSPÉRITÉ DE LA GRANDE ASIE ORIENTALE »

Il est fréquent de voir l'Empire japonais au xx<sup>e</sup> siècle affublé du nom de « Sphère de coprospérité de la Grande Asie orientale ». En réalité, il faut distinguer le projet impérial né à l'époque Meiji de cette course en avant précipitée qui commence à l'été 1940.

L'expression de « Sphère de coprospérité de la Grande Asie orientale » est d'abord un slogan prononcé 1<sup>er</sup> août 1940 par le nouveau ministre japonais des Affaires étrangères, Matsuoka Yōsuke, lors d'une conférence de presse relative aux négociations franco-japonaises à Tôkyô<sup>2</sup>. Il s'agit alors pour lui d'inscrire ces négociations dans le cadre de la nouvelle politique étrangère du Premier ministre Konoe Fumimaro, telle qu'elle est exposée le 26 juillet 1940 dans les « Principes directeurs pour une politique nationale<sup>3</sup> ». Le concept prend forme en compagnie d'une série de vocables nouveaux – « Pacte tripartite », « Nouvel ordre en Asie orientale », etc. – qui scandent une politique dont le but est de détruire le *statu quo* imposé par les Occidentaux. Le Japon cherche alors à créer en Asie un environnement favorable à sa sécurité et à ses intérêts. Puis, l'appétit venant en mangeant, il prend conscience de sa force et en vient à viser l'hégémonie en Asie orientale.

Ledit concept naît à l'époque où émerge une idéologie qui permet au Japon de raccorder les différents morceaux de son empire et de se projeter vers l'avenir, c'est-à-dire vers la conquête des « mers du sud<sup>4</sup> ». C'est l'Indochine française qui figure en premier lieu sur cette liste ; c'est pourquoi l'expression est officialisée au moment où le Japon est sur le point de mettre la main sur la colonie. Mais à quoi donc le Japon cherche-t-il à raccorder les régions du sud qu'il convoite ? Le premier ensemble est l'Empire colonial japonais qui a vu le jour à l'issue de la première guerre sino-japonaise, avec l'annexion de Taiwan (1895). Taiwan demeura toutefois longtemps une exception, la colonisation japonaise se développant essentiellement dans le nord-est de l'Asie – Corée et Chine septentrionale. La proximité géographique, historique et culturelle de cette région fait de la colonisation japonaise un projet pérenne visant à l'intégration, voire à l'assimilation des populations<sup>5</sup>. Les habitants sont

2. Yano Tôru, « *Nanshin* » no keifu (Généalogie de l'expansion vers le sud), Chûô Kôron Sha, 1975, p. 156 ; Kobayashi Hideo, *Nihongun seika no Ajia* (L'Asie sous le gouvernement de l'armée japonaise), Iwanami Shoten, 1996, pp. 65-66.

3. *Kihon kokusaku yôkô* : décision du cabinet du Premier ministre, in *Nihon gaikô nenpyô narabini shuyô bunsho*, (Annales d'histoire diplomatique japonaise et de ses documents importants), t. 2, Éditions du ministère japonais des Affaires étrangères, 1965, pp. 436-437.

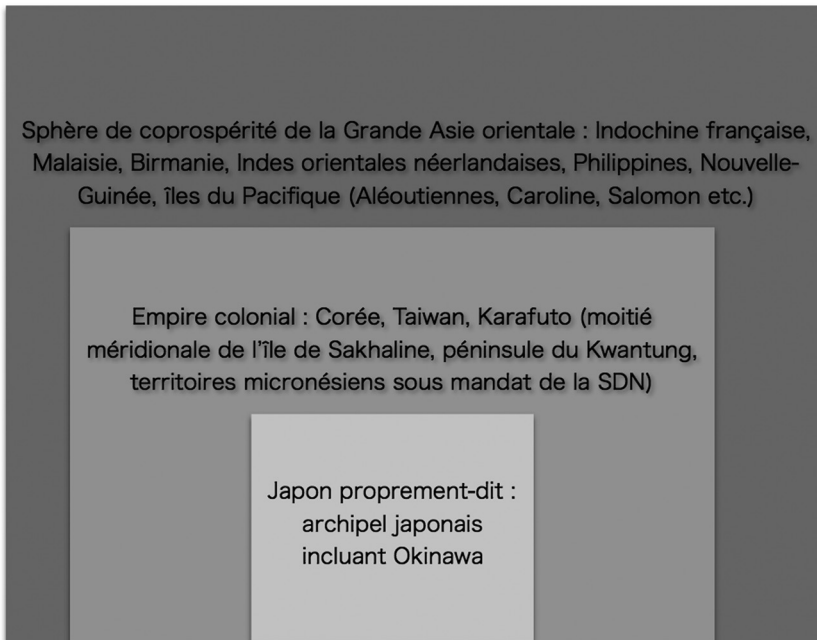
4. Il s'agit de la traduction littérale du terme japonais de *Nan.yô* qui regroupe l'Asie du Sud-Est et l'Océanie.

5. Alain Delissen et Arnaud Nanta, « Sociétés et possessions coloniales japonaises (fin xix<sup>e</sup> – mixx<sup>e</sup> siècles) », Dominique Barjot et Jacques Frémeaux (dir.), *Les Sociétés coloniales à l'âge des Empires : des années 1850 aux années 1950*, Paris, CNED/SEDES, 2012, pp. 177-187 ; Ramon H. Myers et Mark R. Peattie (dir.), *The Japanese Colonial Empire, 1895-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1987.

sujets japonais et sont l'objet, à l'approche de la Guerre du Pacifique, d'une vigoureuse politique d'assimilation<sup>6</sup>.

Le second ensemble est constitué du Japon, de la Chine et de la Mandchourie. Il a été formé au cours des années 1930, tout d'abord par la conquête de la Mandchourie et sa transformation en État fantoche sous le nom de Mandchoukouo (1931-1933), puis des différents élargissements de cette possession aux dépens de la République de Chine et, enfin, lors de la guerre non déclarée déclenchée contre cette dernière le 7 juillet 1937<sup>7</sup>. Tout comme la Mandchourie, le reste du territoire occupé par le Japon en Chine est placé sous l'autorité d'un régime fantoche inféodé à Tokyo<sup>8</sup>.

L'image la plus parlante concernant l'Empire japonais est sans doute celle de poupées russes, la plus grande de ces poupées portant le nom de « Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale ».



6. Cette politique porte le nom de *Kôminka*, souvent traduit en anglais par le terme de « *imperialization* » qui signifie dans ce cas transformer les indigènes en sujets de l'empereur du Japon. Elle oblige notamment ceux-ci à utiliser la langue japonaise, à adopter la relation *shintô*, ou encore à changer de patronyme. Dominique Barjot et Rang-Ri Park-Barjot, « La société coréenne face à l'impérialisme japonais (1875-1945) : entre exploitation économique, modernisation forcée et assimilation », in Dominique Barjot et Jacques Frémeaux, *ibid.*, p. 100 ; Wan-yao Chou, « The Kominka Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretation », in Peter Duus, Ramon H Myers, Mark R. Peattie (dir.), *The Japanese Wartime Empire, 1931-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1996, pp. 40-68.

7. Michel Vié, *Le Japon et le monde au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Masson, 1995, chap. 8.

8. Placé sous l'autorité d'un membre du Guomindang qui était un rival de Chiang Kai-shek, Wang Jingwei. Nora Wang, *L'Asie orientale du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 222.

## MUR SOVIÉTIQUE ET BOURBIER CHINOIS

Depuis le début de l'ère Meiji qui a vu le Japon se doter de forces armées modernes et d'une politique étrangère active, le pays regarde en priorité vers le nord-est du continent asiatique en matière de politique étrangère. Cette politique est notamment soutenue par l'Armée de Terre et les milieux politiques nationalistes. Si l'idée d'une expansion dirigée vers le sud a également des partisans, elle reste très minoritaire et ne s'impose qu'avec l'enlisement du conflit chinois et les défaites subies face à l'URSS<sup>9</sup>. Aussi, pour saisir le caractère précipité de l'expansion vers le sud et de la construction de la Sphère de coprosperité, faut-il au préalable tracer le cadre des échecs subis par le Japon sur le continent asiatique, échecs dont l'expansion vers le sud sera l'échappatoire.

La stratégie adoptée par le Japon dans le nord-est asiatique est d'abord défensive : il s'agit d'empêcher une tierce puissance de s'emparer de la Corée, pistolet dirigé vers la tempe du Japon. À cet égard, la Corée tient pour le Japon la place qu'occupe la Belgique pour le Royaume-Uni. C'est la peur de voir la Corée passer sous contrôle russe qui est à l'origine de la Guerre russo-japonaise (1904-1905) et de l'annexion de la péninsule (1910). Inattendue, la victoire japonaise provoque dans le pays un excès de confiance qui le fait passer d'une stratégie défensive visant à préserver son indépendance à une stratégie marquée d'ambitions hégémoniques. Les victoires de la Guerre russo-japonaise sont à l'origine d'un complexe de supériorité chez les militaires japonais en particulier. Son premier avatar est, lors de la guerre civile russe, l'expédition de Sibérie qui, si elle se réclame de la lutte contre le communisme, a pour ambition de placer la Sibérie orientale sous contrôle japonais<sup>10</sup>. Malgré l'installation d'un gouvernement fantoche, le Japon échoue toutefois à se maintenir dans la région tant en raison de la victoire des Bolcheviques en Russie que des pressions qu'exercent sur lui les États-Unis lors de la Conférence de Washington sur le désarmement<sup>11</sup>.

C'est avec la création du Mandchoukouo que le Japon se voit de nouveau directement confronté à la Russie. Depuis 1931, les forces japonaises et soviétiques sont face à face tout au long d'une frontière qui va de la Mongolie à l'océan Pacifique. Les incidents de frontière sont nombreux, en raison notamment du caractère mal défini de ladite

9. Franck Michelin, « La rencontre de deux destins : l'expansion vers le sud du Japon et l'Indochine française au mois de juin 1940 », *Ebisu. Études japonaises* (Maison franco-japonaise), n° 30, septembre 2003, pp. 6-9 ; Franck Michelin, « Décider et agir. L'intrusion japonaise en Indochine française (juin 1940) », *Vingtième Siècle*, n° 83, juillet 2004, p. 80.

10. Yamamuro Shin.ichi, *Fukugō sensō to sōryokusen no dansō : Nihon ni totte no Daiichiji Sekai Taisen* (Guerre complexe et faillies de la guerre totale : le Japon et la Première Guerre mondiale), Jinbun Shoin, 2011, pp. 115-154 ; Hosoya Chihiro, *Shiberia Shuppei no shigeki kenkyū* (Une étude historique de l'intervention militaire en Sibérie), Iwanami Shoten, 2005.

11. Yamamuro Shin.ichi, *ibid.*, pp. 202-205.

frontière<sup>12</sup>. Jusqu'en 1937, malgré le renforcement des forces soviétiques en Extrême-Orient, les forces japonaises restent supérieures. Isolées de la Russie d'Europe, les forces soviétiques dépendent en effet pour leurs déplacements et leur logistique de la ligne ferroviaire du Transsibérien, qui est vulnérable du fait de sa proximité avec la frontière mandchoue, alors qu'elles doivent protéger une zone extrêmement étendue. En outre, elles sont considérablement affaiblies par les purges que lui font subir Staline<sup>13</sup>.

Mais le rapport de force change avec l'éclatement du conflit sino-japonais, au lendemain de « l'incident de Chine », le 7 juillet. Dès lors, le Japon dirige l'essentiel de son effort militaire vers le front chinois, cessant de bâtir la Mandchourie comme une base arrière destinée à protéger le Japon d'une possible attaque soviétique. C'est alors que survient la première des deux batailles qui opposent les forces japonaises et soviétiques avant l'éclatement de la Guerre du Pacifique. Le premier incident sérieux est celui de Changkufeng, ou bataille du Lac Khassan, conflit limité et non déclaré qui voit l'armée japonaise de Corée et les forces soviétiques d'Extrême-Orient s'affronter du 29 juillet au 11 août 1938 au sud de Vladivostok, à la frontière de l'actuelle Corée du Nord et de la Russie. Bien que n'ayant plus que six divisions en Mandchourie et une seule en Corée, le Japon a voulu tester les réactions et les capacités de défense soviétiques et ce, en préparation de l'offensive sur Wuhan. Mais la bataille s'achève par la victoire complète des forces soviétiques<sup>14</sup>.

L'événement majeur éclate à partir du mois de mai 1939. L'armée japonaise du Kwantung se heurte à des forces de la République de Mongolie, à la frontière entre cet État satellite de l'URSS et le Mandchoukouo. On l'appela par la suite l'incident de Nomonhan, ou bataille de Halhin Gol<sup>15</sup>. Les forces japonaises décident de poursuivre un détachement mongol coupable d'une incursion en territoire mandchou. Or, elles se heurtent bientôt à des forces soviétiques face auxquelles elles subissent un premier revers le 28 mai. Refusant de reconnaître cette défaite et pensant que les 750 km la séparant de la gare ferroviaire la plus proche empêcheraient l'armée soviétique de concentrer des forces importantes, l'armée du Kwantung lance, au mois de juillet, une offensive d'envergure avec une division complète, un bataillon de chars et de l'aviation. Mais une fois encore, l'offensive nipponne est brisée par les unités blindées et l'artillerie soviétiques qui

12. Stuart Douglas Goldman, *Nomonhan, 1939: The Red Army's Victory that Shaped World War II*, Annapolis, Naval Institute Press, 2012, pp. 17-18.

13. *Ibid.*, pp. 20, 28-29.

14. Alvin D. Coox, *The Anatomy of a Small War: The Soviet-Japanese Struggle for Changkufeng/Khasan*, 1938, Westport, Connecticut, Greenwood Press, 1977.

15. L'on parle au Japon de l'« incident de Nomonhan » tandis que le nom le plus communément utilisé dans les langues occidentales est celui de « bataille de Halhin Gol » ou de « Khalkhin Gol ». Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri, *ibid.*, pp. 171-203 ; Amnon Sella, « Khalkhin-Gol: The Forgotten War », *Journal of Contemporary History*, vol. 18, n° 4, octobre 1983, pp. 651-687 ; Alvin D. Coox, *Nomonhan: Japan Against Russia, 1939*, 2 vol., Stanford, Stanford University Press, 1990.

contre-attaquent en force à partir du milieu du mois d'août avec, à leur tête, un jeune général promis à un grand avenir, Gueorgui Joukov. La 23<sup>e</sup> division japonaise est anéantie en quelques jours ; 76 % de ses hommes sont tués ou blessés, ce qui constitue alors la plus terrible défaite de l'histoire de l'armée nipponne.

Comprenant qu'elle est surclassée par l'armée soviétique, tant sur le plan de la puissance de feu que de la mobilité, l'armée japonaise amorce un virage vers le sud. La signature du Pacte germano-soviétique le 23 août 1939 achève de convaincre le Japon qu'il n'a rien à attendre du nord du continent asiatique<sup>16</sup>. Alors que ce dernier se considérait comme l'allié de l'Allemagne depuis la signature du Pacte anti-Komintern en 1936, et jugeait l'antagonisme soviéto-allemand comme une donnée stable<sup>17</sup>, ce nouveau pacte constitue en effet un véritable camouflet pour Tokyo.

Le borbier chinois est le second facteur à prendre en compte dans le virage du Japon vers le sud-est. La Seconde Guerre sino-japonaise (1937-1945) a commencé dans la banlieue de Pékin après un incident sans grande importance, mais que le gouvernement Konoe a décidé d'exploiter. Pourvue de renforts, l'armée japonaise occupe très vite les principales villes (Pékin, Tientsin, Shanghai, Nankin) et les axes de communication, mais les zones occupées ne sont que très partiellement contrôlées. Depuis 1938, le siège du gouvernement du régime de Chiang Kai-shek a été déplacé vers l'intérieur de la Chine, à Wuhan, puis à Chongqing, hors d'atteinte des offensives terrestres japonaises bien que soumise, malgré tout, à des bombardements fréquents et massifs. Face à un gouvernement japonais intransigeant, la Chine est entretenue dans sa volonté de résistance par la dégradation des relations nippo-américaines. Elle tient bon, en partie grâce à l'aide matérielle, morale et politique étrangère<sup>18</sup>.

Le Japon décide alors de faire plier la Chine en lui imposant un blocus maritime. Le 10 février 1939, l'île chinoise de Hainan, à l'entrée du golfe du Tonkin, est occupée. Le 24 novembre suivant, la prise de la ville méridionale de Nanning amène les troupes japonaises à une centaine de kilomètres de la frontière indochinoise. La route d'Indochine devient la principale voie de ravitaillement de la Chine et l'enjeu stratégique principal en Chine méridionale. La pénétration japonaise dans cette région est cependant des plus précaires. La région de Nanning n'est tenue qu'au prix d'efforts importants – notamment en raison de gros problèmes de ravitaillement – face à des forces chinoises supérieures en nombre<sup>19</sup>.

16. Ian Nish, *Japanese Foreign Policy, 1869-1942*, Routledge et Kegan Paul, 1977, chap. 11.

17. Akira Iriye, *The Origins of the Second World War in Asia and the Pacific*, Longman, 1987, pp. 73-81.

18. Michel Vié, *op. cit.*, pp. 173-177.

19. Mémoires du général japonais Tsuchihashi Yūitsu, *Gunpuku seikatsu yonjū-nen no omoide* (Souvenirs de quarante années passées sous l'uniforme), Keisō Shobō, 1983, p. 366.

Si bien qu'au moment où la guerre éclate en Europe, le Japon est enlisé en Chine. Sans but de guerre précis autre que d'obliger la Chine à reconnaître son hégémonie et sans espoir d'abattre le régime de Chiang Kai-shek par une victoire décisive, bloqué dans ses ambitions en direction de la Sibérie, le Japon est dans une impasse, isolé diplomatiquement. C'est la raison pour laquelle il se déclare neutre au début du conflit européen.



Carte : Zones occupées par les forces armées japonaises en Chine méridionale (1938-1939)

(Carte réalisée par Fabrice Le Goff. Source : archives du ministère japonais de la Défense, Bôei Kenshûjo Senshishitsu [Centre de recherches sur la défense, Laboratoire d'histoire de la guerre], *Daihon.ei rikugunbu* [Section de l'Armée de Terre de l'état-major impérial], t. 1, Asagumo Shuppansha, 1968.)

## UN REVIREMENT DIPLOMATIQUE ET STRATÉGIQUE

Le revirement de la politique étrangère japonaise n'est pas provoqué par les événements d'Asie, mais par les victoires allemandes en Europe. Dès l'automne 1939, le Japon avait montré des velléités interventionnistes en direction du Sud-Est asiatique, dans l'intention d'étouffer la Chine et de trouver une issue à son isolement diplomatique. La route reliant le port tonkinois de Haïphong aux provinces chinoises du Yunnan et du Guangxi (la route d'Indochine) étant devenue, du fait du blocus côtier japonais, la principale source de ravitaillement de la Chine, le Japon

exerçait une pression de plus en plus forte sur le gouvernement français et, plus directement, sur le gouverneur général de l'Indochine, le général Georges Catroux. Mais si le Japon lorgnait sur l'Asie du Sud-Est – et notamment sur les Indes orientales néerlandaises (l'actuelle Indonésie), riches en pétrole –, ses ambitions s'y trouvaient freinées par le fait que les différents territoires de la région, la Thaïlande mise à part, étaient des possessions occidentales<sup>20</sup>.

C'est la perspective d'une défaite des métropoles occidentales et de voir leurs colonies dépourvues de défense qui ouvre au Japon les portes de l'expansion vers le sud. Un plan visant à exploiter la situation née de l'occupation de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni par la Wehrmacht voit le jour dès le 1<sup>er</sup> juin 1940, alors que la défaite de la France, prévisible, n'est pas encore consommée<sup>21</sup>. S'il justifie une mise sous tutelle de l'Indochine française par le trafic de marchandises transitant vers le territoire chinois par la route d'Indochine, ainsi que par un projet d'opération français en direction de Kunming, la capitale du Yunnan, il s'agit là de simples prétextes : non seulement l'armée japonaise sait que la France a fermé la frontière sino-indochinoise<sup>22</sup>, mais elle est consciente que les difficultés du terrain rendent impossible une opération en direction de Kunming depuis le Tonkin<sup>23</sup>. Il s'agit pour le Japon de profiter de la faiblesse de la France, ainsi que de son isolement après la perte du soutien britannique depuis l'armistice qu'elle a conclu séparément avec l'Allemagne.

Catroux prend sur lui d'accepter l'installation dans le nord de l'Indochine d'une mission de contrôle japonaise sans l'aval du gouvernement français. Son chef, le général Nishihara Issaku atterrit à Hanoï le 29 juin. Du fait du changement de gouvernement à Tokyo pendant l'été, Catroux parvient à gagner du temps<sup>24</sup>. Le Premier ministre japonais Yonai Mitsumasa est en effet renversé en raison de son opposition à l'alliance allemande et de son soutien à une limitation des dépenses militaires<sup>25</sup>. Il est remplacé le 22 juillet par Konoe Fumimaro qui accède pour la deuxième

20. Franck Michelin, « La rencontre de deux destins », *op. cit.*, pp. 14–16.

21. Ce plan préparé par l'état-major de l'Armée de Terre est intitulé « Principes directeurs pour résoudre le conflit avec la Chine en amenant la France à accepter nos demandes » (*Futsukoku wo ridô suru jihen shori yôryô*), in *Gendaishi shiryô* (Documents d'histoire contemporaine), t. 10, Misuzu Shobô, 1964, p. 365.

22. Selon les archives du ministère japonais de la Défense, un détachement de la 5<sup>e</sup> division japonaise, arrivé à la frontière du côté chinois le 1<sup>er</sup> juillet, constate la fermeture de la frontière : *Bôei Kenshûjo Senshishitsu, Daihon.ei rikugunbu, op.cit.*, t. 2 (Section de l'Armée de Terre de l'état-major impérial), p. 77.

23. *Ibid.*, p. 44 ; *Bôei Kenshûjo Senshishitsu, Daihon.ei rigunbu, Daiôsa Sensô kaisen kei.i* (Section de l'Armée de Terre de l'état-major impérial : récit du déclenchement de la Guerre de la Grande Asie orientale), t. 1, Asagumo Shuppansha, 1973, pp. 52, 67.

24. John Dreifort, *Myopic Grandeur: The Ambivalence of French Foreign Policy Toward the Far East, 1919-1945*, The Kent State University Press, 1991, p. 202.

25. David J. Lu, *Agony of Choice. Matsuoka Yôsuke in the Rise and Fall of the Japanese Empire, 1880- 1946*, Oxford, Lexington Books, 2002, p. 154 ; Michael A. Barnhart, *Japan Prepares for Total War: the Search for Economic Security, 1919-1941*, Ithaca, Cornell University Press, 1987, pp. 159-160.

fois à la fonction de Premier ministre. Il s'agit d'une date fatidique pour le Japon, car Konoe se rapproche de l'Allemagne nazie et inaugure une politique d'expansion en direction des colonies occidentales. Fasciné par les régimes fascistes, s'appuyant sur des bureaucrates réformateurs et une grande partie des dirigeants militaires, il cherche à utiliser la victoire écrasante de l'Allemagne totalitaire sur les démocraties d'Europe occidentale pour instaurer des réformes visant à créer un parti unique<sup>26</sup>.

La politique étrangère qu'il inaugure repose sur deux piliers : l'alliance allemande et l'expansion vers le sud. Konoe, qui connaît bien les militaires, sait qu'il est indispensable de les associer au pouvoir et qu'ils sont, dans leur majorité, favorables au rejet de l'hégémonie anglo-américaine et à un rapprochement avec l'Allemagne. L'alliance allemande bénéficie non seulement du soutien de la majorité des membres de l'Armée de Terre, mais également de ceux de la Marine, de la diplomatie, du monde de la presse et des intellectuels<sup>27</sup>. C'est la raison pour laquelle il choisit, pour le portefeuille des Affaires étrangères, une personnalité connue, Matsuoka Yôsuke, pour son opposition à la diplomatie d'apaisement et pour ses bonnes relations avec les militaires.

Le 27 juillet est promulgué un texte fondamental, qui pose les principes de la nouvelle politique : les « Principes directeurs des mesures à prendre face aux changements qui affectent la situation mondiale »<sup>28</sup>. Y sont affirmés la mise en place d'un « État de défense nationale » et d'un « nouvel ordre en Asie orientale », ainsi que la constitution d'un bloc asiatique centré sur le Japon. Afin de constituer ce bloc, que Matsuoka baptise du nom de « Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale », quatre conditions doivent être réunies :

1. s'allier avec l'Axe germano-italien ;
2. obtenir la neutralité de l'URSS ;
3. intégrer les colonies françaises, néerlandaises et britanniques ;
4. accepter l'éventualité d'un conflit avec les États-Unis en cas d'opposition de leur part.

Le Japon reste circonspect quant à l'éventualité d'un conflit avec le géant américain, mais cette perspective fait son chemin dans les esprits<sup>29</sup>. Bien que marquant un tournant majeur de la politique étrangère japonaise puisqu'il porte en lui les germes d'un affrontement avec les États-Unis, ce texte reçoit un large assentiment dans les sphères dirigeantes ainsi que celui de l'Empereur<sup>30</sup>. Les milieux dirigeants japonais sont, en

26. Gordon Mark Berger, *Parties Out of Power in Japan, 1931-1941*, Princeton, Princeton University Press, 1977, pp. 327-341 ; Ben-Ami Shillony, *Politics and Culture in Wartime Japan*, Oxford, Clarendon Press, 1981, p. 19.

27. Akira Iriye, *op. cit.*, p. 103.

28. *Sekai jōsei no suii ni tomonau jikyoku shori yōkō*, in *Nihon gaikō nenpyō narabini shuyō bunsho*, t. 2, *op. cit.*, pp. 437-438.

29. Akira Iriye, *op. cit.*, p. 107.

30. Fujiwara Akira, Yoshida Yutaka, Itō Satoru, Kunigi Toshihiro, *Tennō no shōwashi* (L'Empereur dans l'histoire de l'ère Shōwa), Shin-Nihon Shuppansha, 1994, p. 70.

effet, de plus en plus hostiles aux Anglo-Américains et fascinés par les succès militaires allemands. Matsuoka réussit à persuader Hirohito que Roosevelt, absorbé par la situation européenne, ne s'intéresse pas aux agissements du Japon<sup>31</sup>.

Comme nous l'avons vu précédemment, ce sont les Indes orientales néerlandaises qui excitent le plus les appétits du Japon. La colonie batave est en effet la seule qui offre suffisamment de ressources naturelles pour permettre au Japon d'échapper à sa dépendance économique vis-à-vis des États-Unis, une dépendance qui n'a fait que croître avec la Guerre sino-japonaise. Or si le gouvernement japonais tente, à compter du mois de septembre, de relancer des négociations économiques avec le Gouvernement général des Indes néerlandaises, les pressions exercées par Londres sur le gouvernement néerlandais en exil et l'opposition des États-Unis à toute pénétration des intérêts japonais dans la colonie le persuadent qu'il lui faut une garantie d'ordre militaire pour maintenir Anglais et Américains à distance.

Si la majorité des militaires japonais penchent en faveur d'une alliance avec l'Allemagne, c'est en raison du prestige des victoires remportées par la Wehrmacht sur la France et parce qu'ils pensent que la Grande-Bretagne finira, elle aussi, par succomber, ce qui ouvrira les portes de l'Asie du Sud-Est et des Indes britanniques. Matsuoka favorise une telle alliance pour trois raisons : elle maintiendra les États-Unis à distance ; elle fera sortir le Japon de son isolement diplomatique ; elle permettra de mener une politique de détente avec l'URSS, condition *sine qua non* d'une expansion vers le sud<sup>32</sup>. À Berlin, c'est le ministre des Affaires étrangères Joachim von Ribbentrop qui est favorable à l'alliance japonaise alors qu'Hitler se méfie d'un Japon qu'il juge opportuniste, mais le refus de Churchill d'accepter tout compromis et l'échec de la Bataille d'Angleterre le font changer d'avis<sup>33</sup>. Les négociations germano-japonaises sont menées à Tokyo à partir du 9 septembre 1940 entre un envoyé extraordinaire dépêché par Ribbentrop, Heinrich Georg Stahmer, et Matsuoka<sup>34</sup>. Le traité est signé à Berlin, le 27 septembre, par l'ambassadeur japonais Kurusu et les ministres allemand et italien des Affaires étrangères, Ribbentrop et Ciano<sup>35</sup>. Si Matsuoka semble triompher, le traité conclu a exactement l'effet inverse de ce qu'il souhaitait. En reliant – tout comme l'occupation du nord de l'Indochine française – les conflits européen et asiatique et, surtout, en plaçant le Japon clairement dans le camp des ennemis des démocraties,

31. Herbert P. Bix, *Hirohito and War, Imperial Tradition and Military Decision in Prewar Japan*, New York, Harper Collins Publishers, 2000, pp. 375-376.

32. Akira Iriye, *op. cit.*, p. 106 ; David J. Lu, *op. cit.*, p. 159.

33. Bernd Martin, *Japan and Germany in the Modern World*, New York, Berghahn Books, 2006, p. 227 ; Johanna Menzel Meskill, *Nazi Germany and Imperial Japan: The Hollow Diplomatic Alliance*, Chicago, Aldine Transaction, 2012, pp. 15-16.

34. *Ibid.*, p. 18.

35. Une traduction en anglais du traité figure sur le site de la bibliothèque de droit Lillian Goldman du département de droit de l'université de Yale : <http://avalon.law.yale.edu/wwii/triparti.asp>

le traité nippo-allemand provoque un revirement de l'opinion américaine qui, pour la première fois, admet l'éventualité d'un conflit futur avec le Japon<sup>36</sup>.

#### LE MOMENT INDOCHINOIS

L'occupation de l'Indochine française par le Japon constitue la première étape de la constitution de la Sphère de coprosperité. Sise entre la Chine et l'Asie du Sud-Est, elle joue le rôle d'un pont entre la Seconde Guerre sino-japonaise et la Guerre du Pacifique, ainsi qu'entre le front européen et le front asiatico-pacifique<sup>37</sup>. Les négociations franco-japonaises se déroulent pendant près de trois mois, entre le 30 juin et le 22 septembre 1940, à Hanoï et à Tokyo. Elles sont tortueuses et sont menées le plus souvent sous la menace d'un coup de force japonais. Le Japon invoque sa volonté de contrôler le trafic à la frontière sino-indochinoise, de mener des opérations contre la Chine depuis le territoire indochinois et d'évacuer par ce même territoire sa 5<sup>e</sup> division, en mauvaise posture dans la région de Nanning. Cependant, la mission de contrôle japonaise reçoit pour instruction de négocier l'obtention d'avantages dans la colonie, et notamment le droit d'établir des bases dans la colonie<sup>38</sup>. Difficile et longue à se dessiner, la passation de pouvoir à Hanoï entre Georges Catroux et le nouveau gouverneur général désigné par Vichy, Jean Decoux, retarde toutefois l'avancée des négociations.

Le Japon espérait détacher l'Indochine du contrôle de la métropole, mais la fermeté de Catroux, l'arrivée au pouvoir de Decoux et la réaffirmation de la souveraineté française sur la colonie par Vichy amènent les deux gouvernements centraux à déplacer les négociations à Tokyo. Le 30 août 1940, les deux gouvernements parviennent à un accord, secret et informel, sous la forme d'un échange de notes<sup>39</sup>. Son ambiguïté réside dans le fait que la partie française le considère comme un cadre général pour négocier, à Hanoï, les détails concernant l'implantation de bases japonaises en territoire indochinois, les effectifs stationnés et la route suivie par la 5<sup>e</sup> division japonaise lors de son évacuation par le Tonkin,

36. Herbert Feis, *Road to Pearl Harbor. The Coming of the War Between the United States and Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1950, p. 110 ; Johanna Menzel Meskill, *op. cit.*, p. 25.

37. Concernant le rôle joué par le Japon dans le basculement du monde vers le Pacifique : Franck Michelin, « Le Japon et le basculement vers le Pacifique, 1940-45 », article publié en ligne sur le site du réseau Asie et Pacifique du CNRS : <http://www.gis-reseau-asie.org/article-en/japan-pivot-to-pacific-franck-michelin/japan-pivot-to-pacific-franck-michelin/>

38. Les ambitions japonaises s'expriment notamment sous la forme d'une proposition d'accord à l'Indochine : archives du ministère de la Défense, Vincennes, tél. n° 126 de la mission Nishihara.

39. La version française du texte de l'accord est conservée aux archives du ministère des Affaires étrangères, La Courneuve (ci-après : AMAE-La Courneuve), Guerre 1939-1945, Vichy, 3GMII/35, pp. 79-80.

alors que la partie japonaise pense que l'essentiel a été acquis à Tokyo et que ces détails doivent être réglés très rapidement. Si la France désire freiner au maximum l'étendue de ses concessions, le Japon ne passe par l'étape des négociations que pour éviter des mesures de rétorsion de la part de Washington et entend bien obtenir une liberté d'action totale dans la colonie. Pour les sphères dirigeantes japonaises, négociations et coup de force ne sont pas contradictoires ; ils font partie d'une seule et même politique. Le 23 septembre, peu après minuit, les forces japonaises violent la frontière à Dong Dang près de Langson, bien qu'un accord ait été signé à Hanoï quelques heures plus tôt<sup>40</sup>. S'en suit une guerre de deux jours qui amène la défaite des forces françaises. Plus jamais le Gouvernement général d'Indochine ne tenta désormais de s'opposer au Japon par la force.

La période qui suit l'occupation du Tonkin voit le Japon mettre en place un système d'exploitation économique de la colonie et imposer sa médiation dans le conflit franco-thaïlandais. Loin d'être le produit d'une manigance japonaise visant à accabler l'Indochine française, la médiation japonaise vise à empêcher les Anglo-Américains de s'immiscer dans le conflit<sup>41</sup> ; il s'agit aussi d'épargner les intérêts et les susceptibilités françaises et thaïlandaises car pour attaquer les possessions britanniques, il lui faut déployer ses forces sur les deux territoires. Cherchant à ménager la chèvre et le chou, Tokyo échoue. Il devra pénétrer de force en Thaïlande au début de la Guerre du Pacifique<sup>42</sup>.

L'occupation du nord de l'Indochine par le Japon inaugure une période de crise diplomatique entre le Japon et les États-Unis qui, en quatorze mois, mène à l'éclatement de la Guerre du Pacifique. Après le Tonkin, le Japon occupe la totalité de l'Indochine française à la suite de l'accord signé à Vichy le 29 juillet entre Darlan et l'ambassadeur japonais Katô Sotomatsu<sup>43</sup>. La volonté du Japon d'utiliser le territoire indochinois comme d'une base de départ pour envahir les colonies britanniques et néerlandaises est la raison même de l'occupation du sud de la colonie au mois de juillet 1941. C'est ce que montre l'ordre impérial, qui fixe le cadre de la mission de la 25<sup>e</sup> armée : il établit clairement que cette unité a pour mission de mettre en place les bases nécessaires à des opérations en direction du sud<sup>44</sup>. Cette nouvelle avancée japonaise

40. Pour le texte de l'accord : rapport du général Martin remis du 10 novembre intitulé « Les relations nippon-indochinoises et l'incident de frontière Dong-Dang – Langson, juin-septembre 1940 », *ibid.*

41. Edward Thadeus Flood, *Japan's Relations with Thailand, 1928-1941*, Ann Arbor, Michigan, University Microfilms International, 1984, pp. 568-573.

42. Barend Jan Terwiel, *Thailand's Political History: From the 13<sup>th</sup> Century to Recent Times*, Bangkok, River Books, 2011, chap. 11.

43. Pour le texte de l'accord : AMAE-La Courneuve, Guerre 1939-1945, Vichy, 3GMII/35, pp. 321 et 195-196.

44. Ordre impérial à l'Armée de Terre n° 526, in Morimatsu Toshio (dir.), *Daihon.ei rikugunbu : tairikuei, tairikuji sôhensei* (Section de l'Armée de Terre de l'état-major impérial : édition globale des ordres et des directives de ladite section), vol. 6, Emuti Shuppan, 1994.

ne marque pas le début de la crise avec Washington, mais son acmé, les deux pays ne se faisant plus confiance après cette date et usant des négociations comme d'un rideau de fumée pour cacher leurs intentions belliqueuses (le Japon) ou pour exercer une pression dissuasive sur leur adversaire (les États-Unis).

Privilégiant l'Atlantique afin de venir en aide au Royaume-Uni, les États-Unis, quant à eux, ont adopté une stratégie défensive dans le Pacifique<sup>45</sup>. Il s'agit avant tout de freiner les velléités expansionnistes japonaises en utilisant l'arme économique, notamment un embargo sur le pétrole. Mais de telles sanctions risquent de pousser un Japon désespéré à envahir les Indes orientales néerlandaises pour se libérer de sa dépendance vis-à-vis du pétrole américain. Des mesures graduelles sont donc adoptées<sup>46</sup>. Mais l'opération MAGIC permet aux services de renseignement de décoder les messages envoyés du Japon, et apprend à Washington que le Japon vise l'hégémonie sur le Pacifique occidental<sup>47</sup>. Par ailleurs, l'accord franco-japonais, connu lui aussi grâce à MAGIC, provoque une vive réaction de Washington qui y voit une menace pour les intérêts américains et craint que l'Allemagne ne soit derrière la capitulation française face à l'ultimatum japonais<sup>48</sup>. De peur de voir le Japon envahir les possessions de la Grande-Bretagne à un moment où celle-ci est le seul à résister à Hitler, les États-Unis durcissent leur position.

Du côté du Japon, il est décidé, le 3 septembre, d'entrer en guerre contre les États-Unis si des progrès significatifs ne sont pas réalisés dans les négociations d'ici le début du mois d'octobre<sup>49</sup>. Incapable d'obtenir de l'Armée de Terre qu'elle se retire de Chine et d'Indochine – conditions mises par Washington pour un accord –, devant l'impossibilité de rencontrer Roosevelt et refusant d'entériner un conflit avec les États-Unis, Konoé quitte le pouvoir le 18 octobre. Suit alors la formation d'un véritable cabinet de guerre par le général Tôjô que Washington voit d'un mauvais œil. Le Secrétaire d'État, Cordell Hull, propose alors, le 26 novembre, un texte qui resta pour la postérité sous le nom de *Hull Note* : un plan en dix points qui demande le retrait total des forces japonaises d'Indochine et de Chine<sup>50</sup>. Considérée comme

45. Ronald H. Spector, *Eagle Against the Sun: The American War with Japan*, New York, Free Press and Macmillan, 1984, édition kindle, chap. 3.

46. *Foreign Relations of the United States* (ci-après : FRUS), 1941, vol. IV, pp. 332-333.

47. Jonathan G. Utey, *Going To War With Japan, 1937-1941*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1985, p. 151.

48. FRUS, vol. IV, pp. 857-878 ; 1941, vol. V, pp. 294-296, tél. de Leahy, ambassadeur des États-Unis à Vichy, au secrétaire d'État.

49. *Daihon.ei rikukungu sensô shidôhan, Kimitsu sensô nisshi* (Section de l'Armée de Terre de l'état-major impérial, Journal secret de la guerre), document de la bibliothèque du Centre de recherches sur la défense, t. 1, Kinseisha, 1998, p. 153 ; *Sugiyama memo* (Mémoire du général Sugiyama), Hara Shobô, 1967, pp. 303-305.

50. Cordell Hull, *The Memoirs of Cordell Hull*, vol. II, New York, Macmillan, 1948, pp. 1083-1084. Pour le texte complet de la note Hull : site internet <http://www.ibiblio.org/pha/timeline/411126bpw.html>

un ultimatum par Tôjô, la note est rejetée et la décision finale d'entrer en guerre est prise le 1<sup>er</sup> décembre en conférence impériale, c'est à dire devant l'Empereur<sup>51</sup>.

#### UNE STRATÉGIE PÉRILLEUSE

Le 7 décembre 1941, la flotte japonaise attaque par surprise la flotte américaine du Pacifique dans sa base de Pearl Harbor, dans l'archipel d'Hawaï. Mais la guerre avait commencé deux heures plus tôt, avec un débarquement japonais sur les côtes de la Malaisie britannique. Pour le Japon, il s'agit, d'éloigner toute possibilité d'intervention américaine alors qu'il s'empare de l'Asie du Sud-est et du Pacifique occidental. En bâtissant un bloc économique auto-suffisant, il espère être en mesure de résister par la suite à une éventuelle contre-attaque américaine et mettre un terme définitif à l'hégémonie occidentale dans la région. Cette stratégie est périlleuse, car si la région peut lui offrir ce dont il manque (pétrole, minerais, caoutchouc, riz), il ne dispose pas des capitaux pour la mettre en valeur. Le Japon est surtout confronté à la dure question du temps, son projet ne pouvant réussir qu'à moyen et long terme, alors que les réalités de la guerre vont le maintenir dans le court terme.

Durant les six premiers mois du conflit, l'expansion japonaise semble irrésistible. Tour à tour sont conquises la Malaisie, les Indes orientales néerlandaises, les Philippines, la Birmanie, la Nouvelle Guinée, les îles Aléoutiennes. Les Indes britanniques et l'Australie sont menacées<sup>52</sup>.

Jamais aucune armée n'avait en si peu de temps étendu ses opérations à un périmètre si large. Non seulement l'armée japonaise doit défendre ce périmètre contre les forces britanniques et américaines, mais elle doit également maintenir l'ordre en son sein, assurer l'administration et, surtout, exploiter et acheminer les ressources vers le Japon. Or la défaite navale de Midway au mois de juin 1942 et la contre-attaque américaine qui commence à Guadalcanal au mois d'août de la même année, placent très rapidement le Japon sur la défensive. Devant la montée en puissance irrésistible de la marine américaine, la marine japonaise fait le choix de placer en première ligne l'essentiel de sa flotte, laissant les convois sans protection. La Sphère de coprosperité ne pouvait subsister qu'en assurant les communications maritimes entre les régions occupées et le Japon, et la perte de la marine marchande rend ce projet illusoire<sup>53</sup>.

51. *Kimitsu sensô nisshi*, *op. cit.*, p. 194 ; *Sugiyama memo*, *op. cit.*, pp. 563-564.

52. Michel Vié, *op. cit.*, pp. 222-238 ; Ronald H. Spector, *op. cit.*, chap. 6 ; Harry A. Gailey, *War in the Pacific: From Pearl Harbor to Tokyo Bay*, New York, Presidio Press, 1996, édition Kindle, chap. 5 et 6.

53. David C. Evans, Mark R. Peattie, *Kaigun: Strategy, Tactics, and Technology in the Imperial Japanese Navy 1887-1941*, Barnsley (South Yorkshire), Seaforth Publishing, 2012, pp. 398-401.

La nécessité de tirer des ressources très rapidement de régions que le Japon connaît mal a pour effet une exploitation brutale et souvent peu efficace des populations locales et des prisonniers de guerre. Le cas le plus emblématique est la construction du chemin de fer entre la Thaïlande et la Birmanie, qui, menée dans une région couverte d'une jungle infestée par la malaria, coûte la vie à des milliers de travailleurs indonésiens, acheminés de force et transformés en esclaves, et de prisonniers de guerre alliés<sup>54</sup>.

Ayant détruit les circuits économiques coloniaux tout en manquant de moyens logistiques et de réelle volonté de travailler au bien-être des populations locales, les forces d'occupation japonaises sont le plus souvent à l'origine d'un appauvrissement des régions occupées. Si les populations accueillent souvent avec enthousiasme une armée japonaise qui les débarasse du joug occidental, elles déchantent souvent rapidement. Les priorités des forces d'occupation japonaises ne sont pas, comme le prétend la propagande, de libérer les peuples d'Asie, mais d'exploiter ces régions pour l'effort de guerre et, à cette fin, la première priorité est de maintenir l'ordre. Elles mènent à une répression irraisonnée contre les populations chinoises, dont le massacre de Singapour est l'événement le plus tragique<sup>55</sup>.

#### COOPÉRATION INÉGALITAIRE

La Sphère de coprosperité repose sur le principe d'une hiérarchie entre les peuples, le peuple japonais devant être à jamais à la tête de l'empire. Cette hiérarchie paternaliste est illustrée par la maxime « huit coins du monde sous un même toit<sup>56</sup> ». La destruction de l'ordre impérialiste occidental va de pair avec la mise en place d'un nouvel ordre impérialiste, sous la domination japonaise. C'est l'idéologie panasiatique qui permet de dépasser cette contradiction et d'ouvrir la voie à la coopération des élites asiatiques. Assumée avec sincérité par quelques rares idéologues, celle-ci est avant tout utilisée à des fins de propagande par un Japon qui peine à se sentir de réelles affinités avec les peuples du Sud-Est asiatique<sup>57</sup>.

54. Yuki Tanaka, *Hidden Horrors. Japanese War Crimes In World War II*, New York, Westview Press, 1996, pp. 11-13 ; Yoshikawa Toshiharu, *Taimen Tetsudô : kimitsu bunsho ga akasu Ajia-Taiheiyô Sensô* (Le chemin de fer birmo-thaïlandais : la Guerre de l'Asie et du Pacifique révélée par des archives secrètes), Dôbunkan Shuppan, 1994.

55. Saburô Ienaga, *The Pacific War, 1931-1945*, New York, Pantheon Books, 1978, pp. 172-173.

56. *Hakkô ichiu* : maxime tirée de l'ouvrage classique *Nihon Shoki* du VIII<sup>e</sup> siècle et utilisée au XX<sup>e</sup> siècle comme un slogan nationaliste pour justifier l'expansion japonaise en Asie. Herbert P. Bix, *op. cit.*, p. 11.

57. Sur le panasiatisme : Franck Michelin, « La rencontre de deux destins... », *op. cit.*, pp. 6-9 ; John W. Dower, *War Without Mercy: Race and Power in the Pacific War*, New York, Pantheon Books, 1987, p. 8 ; Mark R. Peattie, « Nanshin: The "Southward Advance", 1931-1941, as a Prelude to the Japanese Occupation of Southeast Asia », in Peter Duus, Ramon H Myers, Mark R. Peattie (dir.), *op. cit.*, p. 242.



Fig. n° 1 : « Peuple du sud », dessin paru dans Osaka Puck, un magazine de bande dessinée, en décembre 1942, illustrant la libération du peuple indonésien par le Japon<sup>58</sup>.

(Source : John W. Dower, *War Without Mercy : Race and Power in the Pacific War*, Pantheon, 1986, p. 200.)

Dès le début de l'occupation, le Japon se trouve devant un dilemme : comment administrer le plus rapidement et le plus efficacement possible des régions qu'il ne connaît guère ? La meilleure solution avait été trouvée en Indochine française : le Japon laissait les autorités françaises administrer la colonie à son profit. Il serait toujours temps de se débarrasser des Français une fois la guerre remportée. Cette solution est une exception au sein de la Sphère de coprosperité, mais pas une anomalie, le but du Japon étant d'exploiter l'Asie du Sud-Est pour son effort de guerre et non de la libérer du joug occidental. Le Japon aurait pu reproduire cette méthode dans d'autres territoires, mais la guerre et l'opposition des populations autochtones au maintien des appareils administratifs coloniaux rendent impossible le recours à cette option.

Les autorités d'occupation doivent donc rechercher la coopération des élites locales, mais elles se trouvent confrontées à deux problèmes d'importance. Le premier est leur méconnaissance des sociétés et des

58. On notera dans l'illustration, la différence de couleur de peau entre l'homme indonésien et le Japonais, reflet de la vision raciale en vigueur au sein de la Sphère de coprosperité.

cultures locales. Le second est le manque d'expérience de ces élites du gouvernement et leur peu de prise sur l'ensemble du peuple. Aux Indes orientales néerlandaises, devant l'impossibilité d'utiliser les autorités traditionnelles pour administrer le pays, l'armée japonaise fait sortir de prison les leaders indépendantistes Sukarno et Hatta qui acceptent de collaborer<sup>59</sup>.

Selon ce qu'ils pensent pouvoir obtenir de lui ou la force de leur sentiment anticolonial, les dirigeants des mouvements indépendantistes collaborent ou non avec le Japon. Aux Philippines, la promesse faite par les Américains d'accorder l'indépendance après la guerre coupe l'herbe sous le pied des Japonais qui peinent à trouver un large soutien dans la population. Il en va de même en Inde et dans la diaspora indienne du fait de la promesse d'indépendance faite par les Britanniques, même si Chandra Bose organise une armée de libération indienne qui se bat aux côtés des Japonais. La diaspora chinoise, ciblée de manière indiscriminée par la répression japonaise, leur est hostile, tandis que les Malais se montrent assez indifférents. Ce sont les Indonésiens, que nous venons d'évoquer, et les Birmans qui jouent le plus à fond la carte japonaise, même s'ils ne se font guère d'illusions sur les intentions de Tokyo. Lors de la Conférence de la Grande Asie (5-6 novembre 1943), le Japon cherche à contrer l'initiative américaine énoncée dans la Charte de l'Atlantique (août 1941) sur l'auto-détermination, mais la plupart des nationalistes collaborateurs se retourneront contre lui à l'approche de la défaite. Cas intéressant, l'Indonésie n'a pas été invitée à la conférence car le pays avait une trop grande importance stratégique pour que Japon puisse envisager de lui octroyer l'indépendance<sup>60</sup>.

59. Ken'ichi Gotō, « Cooperation, Submission, and Resistance of Indigenous Elites of Southeast Asia in the Wartime Empire », in Peter Duus, Ramon H Myers, Mark R. Peattie (dir.), *op. cit.*, pp. 279-286.

60. Ken'ichi Gotō, *op. cit.*, p. 282.



Fig. n° 6 : La Conférence de la Grande Asie orientale, 5-6 novembre 1943 (de gauche à droite, les représentants de la Birmanie, du Mandchoukouo, de la République de Chine [Nankin], du Japon, de la Thaïlande, des Philippines, de l'Inde).

(Source : Peter Duus, Ramon H Myers, Mark R. Peattie (dir.), *The Japanese Wartime Empire, 1931-1945*, Princeton University Press, 2011, p. xxviii.)

#### LE POINT DE DÉPART DE LA DÉCOLONISATION

La Sphère de coprospérité marque le début d'une mise en relation des différents territoires de l'Asie du Sud-Est et de l'Océanie, même si elle prend place en période de guerre, sous occupation militaire. En effet, la plupart des colonies occidentales étaient gouvernées sous le régime de l'exclusif et n'entretenaient donc guère de relations entre elles. Il s'agit d'un timide début d'intégration, qui ne put s'épanouir tant à cause de l'attitude exploiteuse du Japon, que de la rapidité de sa défaite.

Plus important, l'occupation japonaise crée des situations irréversibles menant à la décolonisation. En renversant la toute-puissance occidentale, le Japon a montré qu'un peuple asiatique peut accéder à la modernité, et même à une forme de modernité originale, alternative aux modèles occidentaux. En outre, plus la domination japonaise dure, plus le retour des puissances occidentales devient hypothétique. Mais cette domination n'est acceptable qu'à condition de ne pas durer, car son maintien risquerait d'hypothéquer les rêves d'indépendance des élites nationalistes locales. En effet, si le Japon proclame sa volonté de libérer l'Asie, il n'a fait que

remplacer la domination occidentale par la sienne, généralement plus brutale. Le but du Japon est de garder les territoires occupés sous contrôle et il n'existe aucun plan visant à leur accorder l'indépendance de manière systématique. Lorsque celle-ci est accordée, elle est de pure forme, le Japon recourant à des régimes fantoches : c'est le cas aux Philippines et en Birmanie qui deviennent théoriquement indépendants en 1943, ou encore au Vietnam, au Laos et au Cambodge le 10 mars 1945, au lendemain de l'éviction des Français<sup>61</sup>. L'Indonésie, en raison de son rôle stratégique central, aurait dû être purement et simplement annexée et ne reçoit que de vagues promesses. Elle n'accéda à l'indépendance qu'au lendemain de la défaite japonaise<sup>62</sup>. À l'approche de la défaite cependant, au début de l'année 1945, le Japon commence à envisager sérieusement d'accorder l'indépendance aux territoires occupés. Il s'agit de favoriser l'apparition de situations irréversibles lorsque les Occidentaux reviendront, comme autant de bombes à retardement. Tout comme lors de la Conférence de la Grande Asie orientale, c'est le ministre des Affaires étrangères, Shigemitsu Mamoru, qui est à la manœuvre. C'est d'ailleurs lui qui pousse à l'éviction des Français d'Indochine<sup>63</sup>.

Le Japon se rend le 15 août 1945. Le retour des puissances occidentales s'avère d'autant plus délicat que les populations locales se sont organisées sous le joug japonais. Si le Royaume-Uni accepte en principe l'indépendance birmane, il joue sur les divisions ethniques et le prétexte de l'infiltration communiste en Malaisie pour s'y maintenir jusqu'en 1963. Les Pays-Bas mènent une guerre de reconquête en Indonésie, mais doivent abandonner la partie en 1949 devant la très forte résistance des indépendantistes et les pressions américaines. Les États-Unis tiennent leur promesse d'accorder l'indépendance aux Philippines. Pour s'attacher l'élite du pays, ils écrasent les Huks, le mouvement de résistance populaire organisé contre les Japonais. Ainsi peuvent-ils maintenir leur domination de manière indirecte. Quant à la France, son éviction d'Indochine le 9 mars 1945 constitue un point de non-retour. Elle ne peut revenir dans ce pays qu'en transformant sa lutte contre le Vietminh en guerre contre le communisme menée avec le soutien américain<sup>64</sup>.

61. Sur le coup de force du 9 mars 1945 voir Franck Michelin, « L'opération Meigô : le coup de force japonais du 9 mars 1945 et l'élimination de l'armée française en Indochine », in Jean-François Klein, Katie Edwards (dir.), Catalogue de l'exposition *Indochine, des terres et des hommes, 1856-1956*, Paris, Gallimard, 2014, p. 260.

62. Il faut souligner le fait que le Vietnam d'Ho Chi Minh proclama de nouveau son indépendance le 2 septembre 1945, ne considérant pas l'indépendance octroyée par le Japon comme légitime.

63. C'est la raison pour laquelle la France a demandé et obtenu sa mise en accusation au Procès de Tokyo. Franck Michelin, « Le Procès des criminels de guerre japonais », *L'Histoire*, n° 271, décembre 2002, pp. 54-62 (réédité dans *Le Japon : des samourais à Fukushima*, Fayard, « Pluriel L'Histoire », 2011, pp. 178-197).

64. Franck Michelin, « L'occupation du Vietnam par le Japon, point de départ de l'indépendance ? », in *Actes du colloque international Premiers entretiens d'Outre-Mer. De l'Indochine coloniale au Viet Nam actuel* (20-22 mars 2014, Académie des Sciences d'Outre-Mer), publications de l'Académie des sciences d'Outre-Mer, 2016 (à paraître).

## ÉPILOGUE : UNE MÉMOIRE AMBIGUË

Les différentes mémoires liées à la Sphère de coprosperité sont ambiguës, tant au Japon que dans les territoires anciennement occupés par lui. Certains gouvernements ont évité d'évoquer le sujet de la guerre afin d'obtenir l'aide économique du Japon ou l'ouverture de son marché. C'est notamment le cas de Singapour, ou encore de l'Indonésie où Sukarno a toujours cherché à faire croire aux Japonais à sa nippophilie. Bien entendu, cette mémoire a pu être instrumentalisée dans le sens inverse, pour faire pression sur le Japon, comme on le voit encore aujourd'hui en Chine et dans les deux Corées.

Au Japon, un courant nationaliste anti-occidental cherche à faire croire à la population japonaise que la Guerre du Pacifique, qu'il s'obstine à nommer « Guerre de la Grande Asie orientale », a constitué non seulement une lutte pour le maintien de l'indépendance et de l'identité japonaises, mais également pour la libération des peuples d'Asie. Bien évidemment la gageure consiste ici à démontrer que les combats contre l'Occident au Japon et en Asie ne font qu'un, alors que le Japon n'était pas menacé d'être colonisé et qu'il a essentiellement instrumentalisé les mouvements indépendantistes asiatiques. Un certain nombre d'ouvrages cherchent même à faire croire à la reconnaissance de la majorité des Asiatiques envers le Japon. Comme le font souvent les historiens révisionnistes, la méthode consiste ici à confondre objectifs et conséquences. En effet, si l'action du Japon a bien eu pour effet de mettre en marche le mouvement de décolonisation en Asie orientale, il ne s'agit en aucun cas du résultat d'une politique volontariste en la matière. D'ailleurs, le Japon a conservé ses colonies jusqu'à la fin de la guerre, sans jamais envisager d'accorder l'indépendance à la Corée ou à Taïwan. C'est l'action destructrice du Japon contre les dominations coloniales occidentales qui a ouvert les portes de l'indépendance aux pays qui constituent aujourd'hui l'ASEAN, et en aucun cas une politique libératrice. Bien entendu, des Japonais ont pu ardemment souhaiter, voire même œuvrer à de telles indépendances, mais leurs positions sont toujours restées minoritaires au sein d'autorités civiles et militaires japonaises qui privilégiaient résolument une vision utilitaire.

Franck MICHELIN

*Université Meiji, Tôkyô*